

PER

Novembre/Décembre 2011 - Volume 26 Numéro 6

C-1535

BAnQ

CONSTRUIRE

Le magazine de l'Association de la construction du Québec, un outil indispensable

www.ocq.org

**NOTRE INDUSTRIE !
SON MAGAZINE !**

DE GRANDES ENTREVUES
UN PAN DE LA PETITE HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC



GRACIEUSEMENT DE L'ASSOCIATION
DE LA CONSTRUCTION
DU QUÉBEC

ÉDITION SPÉCIALE
116 PAGES

CONSTRUIRE

Novembre / Décembre 2011

Volume 26 Numéro 6

Éditrice

Gisèle Bélanger

Rédacteur en chef

Claude Girard

Révisseur

Suzanne Le Comte

Ont collaboré à ce numéro :

Marc Beauchamp, Luc Bourgoin,
Frank Carlesimo, François G. Cellier,
Benoît Duplessis, Jean Pouliot et
Gaétan Tremblay.

Directeur artistique

Étienne Cordeau

Infographiste

Sophie Picard

Maison de production

Tonik Groupimage

Pelliculage électronique,
impression et préparation postale

Imprimerie Interweb Inc.



Tirage : environ 27 400 exemplaires
Fréquence de parution : six fois l'an

Publicité : REPCOMM Inc.

Directeur des ventes : Pierre Leduc

Téléphone : 450 963-4339

Télécopieur : 450 625-6065

repcomm@videotron.ca

www.rep-comm.ca

Conseillers publicitaires

Jean-François Lacerte

514 927-6767 / repcomm.jflacerte@gmail.com

Skype : jalcfl

M. Yves Jalbert

450 705-3379 / yjalbert@videotron.ca

René Harvey

514 525-3593 / reneharvey@sympatico.ca

Abonnement

45 \$ pour un an (taxes incluses)

Numéro individuel 8,50 \$ (taxes incluses)

Changement d'adresse

Transmettre par courriel à

magazineconstruire@prov.acq.org

par la poste au

9200, boul. Métropolitain Est

Anjou (Québec) H1K 4L2

ou par télécopieur au 514 354-8292

à l'attention de Geneviève Marols.

Les textes et illustrations de CONSTRUIRE ne
peuvent être reproduits sans l'autorisation de
l'éditrice. Toute reproduction doit mentionner le nom
de la publication ainsi que le volume et le numéro.

Les opinions exprimées dans CONSTRUIRE ne
reflètent pas nécessairement celles de l'ACQ.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISSN 0833-0239

Imprimé au Canada

Courrier poste distribution : 40063365

L'Association de la construction du Québec publie
CONSTRUIRE, le magazine référence de l'industrie
de la construction, dans le but de livrer l'actualité
et des dossiers techniques à la majorité
des intervenants des secteurs institutionnel,
commercial, industriel et résidentiel de
la construction au Québec.



ASSOCIATION
DE LA CONSTRUCTION
DU QUÉBEC



En couverture

6 Portrait d'un Fondateur

André O. Morin nous fait partager ses souvenirs de la naissance de l'ACQ en 1989.

10 Relations du travail

Deux grandes entrevues avec Louis Delagrave, directeur de la Direction recherche et organisation à la Commission de la construction du Québec et Jean Sexton, professeur associé au Département des relations industrielles de l'Université Laval. Nous avons aussi recueilli les confidences de Lyne Marcoux, négociatrice en chef, concernant les six conventions collectives négociées par l'ACQ.

26 Économie

De la récession de 1991 au Plan Nord !

L'économiste Luc Bourgoin trace un portrait des faits marquants de la vie économique québécoise au cours des vingt-cinq dernières années.

30 Santé et sécurité du travail

Une rencontre avec Lionel Bernier, considéré comme le père de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles et un regard sur l'évolution des équipements de sécurité sur les chantiers avec Benoît Duplessis.

44 Affaires juridiques

Michael Atkinson de l'Association canadienne de la construction et Jacques Lafrance, ancien sous-ministre et secrétaire du Conseil du trésor relatent leurs diverses expériences.

72 Associations régionales affiliées

Les projets réalisés par les entrepreneurs des secteurs institutionnel-commercial et industriel, membres de l'ACQ dans neuf régions du Québec.

90 Technologies de l'information et de la communication
Du télécopieur au iPhone

Marc Dugré, président de Régulvar, nous fait constater les changements très rapides survenus dans le monde des télécommunications et Frank Carlesimo, responsable du service de la Salle de plans et informatique de l'ACQ, décrit le nouveau portail moduleC, un produit qui va changer les habitudes des utilisateurs de la Salle de plans virtuelle de l'ACQ.

96 Habitation

La naissance de La garantie Qualité Habitation avec André St-Martin et Richard Di Muro, les Plans de garantie avec M^e Serge Crochetière et l'importance de la copropriété au Québec avec Jean-Louis Dubé, directeur général de Qualité Habitation et Guylaine Aubut, parajuriste.

entrevue

MODERNISATION DES MÉTHODES D'ADJUDICATION DES CONTRATS PUBLICS

« CHEF DE FILE, LE QUÉBEC PEUT ET DOIT CONTINUER DE MAINTENIR SA POSITION. »

- M. Jacques Lafrance, ancien secrétaire associé aux marchés publics du Secrétariat du Conseil du trésor

Le Québec s'est récemment doté d'une nouvelle *Loi sur les contrats des organismes publics* couvrant notamment le secteur de la construction. Entrée en vigueur en 2008, elle a permis d'uniformiser le mode d'opération de l'appareil gouvernemental, en regroupant les ministères et les organismes gouvernementaux avec les réseaux de la santé et de l'éducation. Une refonte chère à l'industrie de la construction. En compagnie du principal artisan de cette loi, M. Jacques Lafrance, ancien secrétaire associé aux marchés publics du Secrétariat du Conseil du trésor, nous en profitons pour revoir l'évolution de l'encadrement des contrats qui gouverne 90 % des activités des entrepreneurs en construction et en analysons les impacts sur l'industrie.

Propos recueillis par **MARC BEAUCHAMP**

M. Lafrance nous fait partager sa vision de l'adjudication de contrats et attire notre attention sur les défis de l'heure, dont la poursuite de la modernisation.

Une toute dernière loi concernant l'adjudication des contrats gouvernementaux est récemment entrée en vigueur au Québec. À quand remonte la naissance du premier encadrement d'octroi ?

Le début de tout l'encadrement des contrats remonte véritablement à l'enquête Salvas (voir encadré p.54). Une commission d'enquête mise sur pied en 1960 par le premier ministre Libéral, M. Jean Lesage, nouvellement arrivé au pouvoir et qui s'interrogeait sur le favoritisme dans l'octroi des contrats de l'administration publique. Cette commission a conduit à la création du Service des achats du gouvernement. Par la suite, toujours dans les années 1960 – en 1968 si mon souvenir est bon – des directives ont été édictées concernant l'attribution de contrats dans l'industrie de la construction. Elles visaient l'imposition d'appels d'offres publics et la mise sur pied d'appels d'offres publics dites régionalisées pour les contrats de construction de plus faible valeur.

Quelles sont les modifications marquantes qui sont survenues depuis cette première révolution de procédures ?

C'est en 1971 qu'ont été créés trois règlements – portant les numéros 10.41, 10.42 et 10.43 – sur les contrats de construction et les contrats de services auxiliaires. Les services auxiliaires sont, entre autres, des contrats de déneigement, d'entretien ménager ou de gardiennage. Toutefois, il n'existait pas d'encadrement sur les contrats de services professionnels. Quand on se réfère aux années 1970, et ce, jusqu'en 1976, année de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois de M. René Lévesque qui va changer les choses, les contrats de services professionnels demeuraient jusque-là des nominations partisans. Ça avait l'air de bien fonctionner, car c'est ainsi que ça se déroulait et personne ne trouvait à redire sur le sujet.

De 1976 à 1978, c'est le premier ministre lui-même qui a exigé – j'ai été participant à l'opération – que soient mis en place des comités pour analyser les contrats de construction, de services professionnels, de services auxiliaires, en plus des contrats de publicité. Cette mini-révolution s'est traduite par la création, à l'époque, du fichier des fournisseurs du gouvernement, communément appelé *Rosalie*. Un fichier qui n'existe plus aujourd'hui, compte tenu des moyens électroniques dont nous disposons pour rejoindre les entreprises. *Rosalie* avait été mise au monde en 1978. Ce fichier offrait dès lors un certain encadrement et une zone réglementaire, ce qui allait devenir en somme, un nouvel esprit de fonctionnement fondé sur l'impartialité et la transparence.

À partir de ce moment, si on devait avoir recours à des services professionnels, par exemple, l'engagement d'ingénieurs et d'architectes pour des mandats pouvant atteindre jusqu'à 200 000 \$ – ce qui représentait une bonne somme à l'époque –, il fallait passer par le fichier. Par après, vers 1983-1984, une refonte importante de ce qui a été bâti en 1978 a été faite. D'autres ajustements ont mené à une nouvelle modification en 1988 et à la publication du rapport Pominville, commandé par le gouvernement Libéral, qui devait déterminer si le fichier était notamment à l'abri de toute malversation.

En 1990, le gouvernement a mis sur pied un groupe de travail présidé par M. Louis Bernard, un ancien secrétaire général du gouvernement qui avait pour mandat d'analyser le processus d'octroi de contrats du gouvernement. Dans ce comité, on retrouvait de grands noms, dont M. Claude Chamberland, alors vice-président de la société Alcan, M. Claude Séguin, sous-ministre aux Finances, M. Raymond Sirois, alors président de Québec Téléphone et plusieurs autres personnalités. Les conclusions du rapport Bernard provoquent la naissance d'un nouveau règlement en 1993, assez important d'ailleurs, portant sur un nouvel encadrement des contrats de construction, des services professionnels et des services auxiliaires. On proposait un nouvel encadrement du réseau de l'administration gouvernementale, des ministères et des organismes publics et des recommandations concernaient le réseau de la santé et le réseau de l'éducation.



M. Jacques LaFrance, ancien secrétaire associé aux marchés publics du Secrétariat du Conseil du trésor, est le principal artisan d'une nouvelle Loi sur les contrats des organismes publics. Cette législation qui englobe le secteur de la construction est entrée en vigueur en 2008. « Une refonte chère à l'industrie de la construction. »

Jacques LaFrance possède une vaste expérience de l'administration publique. Un rôle qu'il a exercé plus particulièrement dans le domaine de la réglementation et des politiques gouvernementales en matière de gestion contractuelle. Bachelier en génie métallurgique, son expérience a d'abord été acquise à titre d'ingénieur industriel et de gérant de production au sein de l'entreprise privée. Par la suite, sa carrière s'est poursuivie au gouvernement du Québec à titre de directeur des contrats où son avantageuse expertise lui a permis d'accéder, en 1989, au poste de sous-ministre adjoint au ministère des Approvisionnements et Services. Finalement, M. LaFrance a été nommé Secrétaire associé aux marchés publics du Secrétariat du Conseil du trésor en 1996, poste qu'il a occupé jusqu'à sa retraite en juin 2008.

C'est un des plus gros changements à survenir depuis les premiers balbutiements de 1978-1980 en la matière. Le gouvernement encadre de façon différente et avec des règlements particuliers, l'adjudication de contrats publics. Il encadre tout ce monde, sauf le réseau municipal qui ne fait pas partie de la discussion. On parle des ministères et des organismes publics. Sont exclues les sociétés d'État de nature commerciale, comme Hydro-Québec et la Société des alcools du Québec et 23 autres entités de ce genre. Aussi, le réseau de la santé est assujéti à certains règlements et le réseau de l'éducation à certains autres règlements.

Devant ces disparités législatives et réglementaires, les entreprises désirant faire affaire avec les différents organismes publics étaient confrontées à un nombre considérable de normes variant de façon importante selon qu'elles contractaient avec l'administration gouvernementale, une commission scolaire ou un établissement de la santé. Cette situation engendrait beaucoup de confusion et des difficultés d'interprétation, d'où la revendication des entreprises pour une plus grande harmonisation.

L'une des recommandations du rapport Bernard précisait que le Conseil du trésor mette en place une équipe de vérificateurs internes chargés de suivre, dans les ministères et les organismes, l'application de la politique administrative. Il recommandait que ce mandat soit exercé en collaboration avec la vérification interne des ministères et des organismes dans une perspective de support et de soutien à la gestion. Cette recommandation n'a jamais été retenue.

Les entrepreneurs en construction auraient aimé un seul encadrement? Comment le gouvernement a-t-il accueilli ces doléances?

Le gouvernement a pris acte de la situation. Or, il fallait cheminer. À cet instant est entré en scène un nouveau président du Conseil du trésor, M. Jacques Léonard, nommé à ce poste par le premier ministre M. Lucien Bouchard. M. Léonard m'a alors invité à le rencontrer pour discuter de

modifications au règlement de 1993. Au cours de cette rencontre, il m'a posé la question à brûle-pourpoint: «Croyez-vous possible l'existence d'un seul encadrement pour les trois réseaux?» Sans faire allusion évidemment au réseau municipal, car ce dernier n'était pas remis en

SAUVETAGE D'UN TRAVAILLEUR SUSPENDU DANS UN HARNAIS DE SÉCURITÉ

VEillez à la sécurité de vos travailleurs
et évitez les accidents graves.



FORMATION OBLIGATOIRE AVANT LE 5 MAI 2012
POUR TOUTES LES ENTREPRISES QUI OEUVRENT DANS
LE MONTAGE ET LE DÉMONTAGE DE CHARPENTES MÉTALLIQUES

Assurez la sécurité de vos travailleurs et respectez le
nouveau code de sécurité pour les travaux de construction
Nous offrons une formation de 8 heures conforme au Code

Centre de formation des métiers de l'acier
9200, rue de l'Innovation
Anjou (Québec) H1J 2X9
Steeve Tremblay, 514-352-7645, poste 15612
steeve-tremblay@cspi.qc.ca



Photo: Denis Bernier
M^{re} Pierre Hamel, directeur du Service des affaires juridiques et gouvernementales de l'ACQ

question. Je lui ai répondu que théoriquement, c'était possible, mais que cela pré-supposait tout un changement. Les universités sont fières de leur autonomie, les cégeps probablement autant, au même titre que les commissions scolaires. De plus, le réseau de la santé, qui s'était donné beaucoup plus de structures que le réseau de l'éducation, tenait jalousement lui aussi à conserver son propre encadrement. Voilà pourquoi le changement représentait tout un défi. Il m'a alors demandé d'étudier la question.

Puis est survenu un changement de gouvernement. Les Libéraux ont pris le pouvoir à Québec et M^{me} Monique Jérôme-Forget a accédé à la présidence du Conseil du trésor. Elle s'est alors engagée à faire de la réingénierie, un terme qui lui est cher, vous dirais-je, à l'instar de tous ceux et celles qui l'ont côtoyée. Or, avec l'aide de mon équipe, et depuis ma rencontre avec M. Léonard, nous avons colligé beaucoup d'information sur la réingénierie de l'octroi de contrats. En faisant nos recherches, nous avons découvert qu'il existait un document très intéressant sur ce sujet: un ouvrage bien documenté sur la politique d'octroi de contrats publics publié par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Naturellement, le Royaume-Uni et la France ont aussi d'excellents documents sur la question, tout comme la Belgique d'ailleurs.

Ajoutons que le gouvernement fédéral disposait aussi de renseignements de même nature ainsi que l'Ontario et le Nouveau-Brunswick. De 1998 à 2001, nous avons pu dresser le portrait de ce qui existait ailleurs. Dans le projet de réingénierie de M^{me} Jérôme-Forget, on a décrit un projet pour encadrer par une loi et des règlements les trois réseaux publics. Naturellement, les démarches pour parvenir à s'entendre avec les deux autres réseaux, santé et éducation, ont mis beaucoup de temps à aboutir.

C'est dans ces circonstances que j'ai rencontré M^{re} Pierre Hamel, le représentant de l'Association de la construction du Québec dans ce dossier. Il nous semblait toujours important de discuter des encadrements avec les porte-parole des associations de l'industrie pour s'assurer de l'aspect pratique d'une disposition réglementaire. Or, c'est beau d'avoir des idées et d'en faire une théorie, mais si en pratique, donc sur le terrain, l'idée n'est pas applicable, rien ne sert de l'envisager. De là l'importance d'échanger avec les représentants éclairés d'associations. Nous avons travaillé durant ces années-là, pour aboutir à la *Loi sur les contrats des organismes publics* présentée par M^{me} Jérôme-Forget en mai 2006. Cette loi a été adoptée par un vote unanime à l'Assemblée nationale.

Peut-on écrire que vous êtes à la source de tout ce travail conduisant à un projet de loi et à son adoption ?

Je dirais plutôt que l'ex-ministre M. Jacques Léonard est à la base de cette idée, car c'est lui qui, le premier, a soulevé la question liée à une éventuelle refonte regroupant les trois réseaux. Nous avons dès lors commencé à cheminer dans le dossier. J'ai depuis passé beaucoup de temps à convaincre, écrire et collaborer avec le ministère de la Justice pour parvenir à élaborer une loi qui, de l'avis des juristes et des entrepreneurs en construction, demeure très simple. Il est en effet important de souligner que cette loi ne comporte que 27 articles,

lesquels couvrent tous les aspects relatifs aux contrats de service professionnels et auxiliaires ainsi que ceux relatifs aux contrats de construction et d'approvisionnement.

Une réforme qui a été bien accueillie par l'industrie en 2006 ?

Les bureaux d'avocats ont salué la réforme. Cette loi tablait sur les principes d'une saine gestion contractuelle. Le gros défi consistait à rédiger des règlements. Ce qui a nécessité deux années de travail assidu, principalement à cause des problématiques émises par les différentes associations d'entreprises de construction, c'est-à-dire la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec et l'Association de la construction du Québec. Nous sommes finalement parvenus à une entente avec tous ces intervenants en 2008.

Qu'en est-il dans le monde municipal en matière d'adjudication de contrats ?

Dans le monde municipal, il existe des lois et des règlements qui ont été l'objet de modifications au fil des ans, voire d'ajouts à certaines occasions. Il existe un encadrement, mais ce n'est pas le même que celui qui dicte la marche à suivre dans les ministères du Québec et les réseaux de la santé et de l'éducation. Pour justifier cette situation, on invoque que les villes et les municipalités sont des entités qui se distinguent des autres organismes publics sur un aspect fondamental : l'autonomie municipale. Dans ces circonstances, le monde municipal n'a pas le même statut que les autres organismes cités. Dans le secteur municipal, le centre de décision, en ce qui a trait à l'adjudication des contrats, se situe au niveau d'un conseil formé d'élus, qui jouissent d'une plus grande autonomie que leurs vis-à-vis de l'administration gouvernementale et des autres réseaux.

Même si dans la *Loi sur les contrats des organismes publics*, il est stipulé que les organismes de type société d'État – faisant référence à Hydro-Québec et à la Société des alcools du Québec, notamment – doivent adopter leurs propres politiques en respectant tout accord applicable et tenir compte des principes énoncés dans la loi, ces organismes publics peuvent adapter à leurs besoins les articles de la loi qu'ils jugent opportuns.

Pour un ministère, lorsqu'un ou des suppléments à un contrat dépasse dix pourcent de la valeur du contrat, l'autorisation du sous-ministre est requise. En ce qui concerne Hydro-Québec, ce type d'autorisation pourrait être délégué à un directeur de la construction.

On sait que le règlement sur les contrats de construction couvre 90 % des activités des entrepreneurs. Or, le secteur municipal échappe toujours à cet encadrement. Quel est l'impact sur l'industrie ?

L'encadrement du réseau municipal est différent et peut devenir une source de maux de tête pour les entrepreneurs. Il y a deux ans, le gouvernement a créé un groupe de travail sur les contrats du réseau municipal, ce qui nous a permis d'observer que la valeur des contrats municipaux équivalait à plus de la moitié de l'ensemble des contrats des trois autres réseaux. Le monde municipal représente donc la plus grosse part du gâteau. Son encadrement est différent et cela génère des difficultés pour les entreprises de construction. Le rapport du groupe de travail qui a été mis en place – document intitulé *Rapport du groupe-conseil sur l'octroi des contrats municipaux, Marchés publics*

MODIFICATIONS – LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

L'Assemblée nationale a voté en juin 2011, des modifications concernant des «critères d'inadmissibilité et mesures de surveillance» et a rendu ces dispositions applicables aux municipalités par l'intermédiaire de la *Loi sur les contrats des organismes publics*. Un entrepreneur en construction, dans le cadre d'un contrat avec une municipalité, doit donc tenir compte de cette nouvelle modalité non prévue dans l'encadrement du réseau municipal mais dans la loi précitée, ce qui complique un peu plus la compréhension pour les entrepreneurs.

dans le milieu municipal – livré en mars 2010 et présenté au ministre des Affaires municipales, M. Laurent Lessard, émettait un certain nombre de recommandations pour pallier ces difficultés.

Mentionnons que ce comité présidé par M. Guy Coulombe* comptait trois représentants des municipalités, un représentant d'un bureau d'avocats privé rompu au mode de transaction avec le milieu municipal, une représentante de la Ville de Montréal et moi-même. J'aurais bien aimé qu'une des recommandations stipule que le ministère des Affaires municipales envisage de faire sa propre loi sur les contrats, en partant de la loi instaurée dans les trois autres réseaux, en évitant de multiplier les règles. L'avocat de pratique privée siégeant à ce comité ne s'opposait pas à une telle demande. Cela aurait permis aux entrepreneurs soumissionnaires de répondre avec plus de facilité aux appels d'offres publics des municipalités. Mais nous ne sommes pas parvenus à convaincre les autres membres du comité sur ce point.

Ce qui est dommage, c'est que les entreprises de construction auraient souhaité que survienne ce changement. La loi sur les contrats du gouvernement qui a été votée donnait suite aux démarches des entrepreneurs en construction afin d'obtenir un seul encadrement pour tous les réseaux.

Le cadre législatif du réseau municipal est-il à ce point différent des autres réseaux existants?

Il est à la fois assez différent des autres et particulièrement complexes à interpréter, en termes de contrats publics. On y perd facilement son latin. Les dispositions législatives régissant les contrats du réseau municipal se retrouvent disséminées dans plus d'une loi selon l'entité municipale concernée. Ainsi, la *Loi sur les cités et villes* régit les villes, le Code municipal régit les petites municipalités et les municipalités régionales de comté et en plus, les communautés métropolitaines ont leur législation respective, sans oublier que les sociétés inter-municipales de transport en commun ont également des dispositions sur le sujet. C'est un encadrement véritablement ramifié qui, bien que semblable à plusieurs égards, comporte des distinctions et peut évoluer à un rythme variable selon les exigences et les réalités du milieu concerné.



M. Jacques Léonard

Photo : Collection de l'Assemblée nationale



aqhsst.qc.ca

1-888-355-3830



Association québécoise
pour l'hygiène, la santé
et la sécurité du travail

UNE PRÉSENCE DURABLE

Maîtres de votre
ENVIRONNEMENT
depuis

100 ans !

DAIGNEAULT
MAÎTRES DE VOTRE ENVIRONNEMENT

351, rue Saint-Hélène (Plaza d'Youville), bureau 400, Montréal (Québec) Canada H2Y 2P1
T : 514 985-2929 • F : 514 935-5034 • www.daigneaultinc.com • enviro@daigneaultinc.com

Êtes-vous satisfait des conclusions du rapport Coulombe ? Selon vous, est-ce que le législateur s'est bien inspiré des recommandations ?

Oui, je suis heureux des conclusions de ce rapport. Je me suis investi dans ce dossier pendant près de cinq mois, dans le but de jeter un regard neuf sur l'ensemble du dossier et de véritablement bâtir quelque chose de nouveau. Les vingt recommandations que nous avons élaborées et décrites dans ce rapport en témoignent. Ce travail a le mérite d'avoir rapidement donné vie à un nombre important de modifications législatives et nous en sommes fiers. Car le gouvernement a vite pris acte des recommandations citées dans le rapport Coulombe. Elles ont servi à modifier les lois municipales et à uniformiser des politiques d'un secteur à l'autre en créant un code des marchés publics.

Je me permets néanmoins d'inscrire ma dissidence et de réitérer le souhait que le monde municipal devienne un quatrième réseau assujéti à la Loi sur les contrats des organismes publics.

Existe-t-il de meilleurs encadrements ailleurs, au Canada ou dans le monde ?

J'estime que le Québec est en avance sur le Canada et d'autres pays. Nous sommes une figure de proue en cette matière. L'encadrement ici est clair et précis. Beaucoup d'avocats l'écrivent et le disent par ailleurs. Il est d'autant plus facile pour eux de conseiller leurs clients tellement la réglementation est limpide et ordonnée.

D'une part, l'ensemble des provinces canadiennes consulte la nouvelle loi québécoise sur l'octroi des contrats publics. Le reste du pays possède encore le type d'encadrement que nous avons avant l'adoption de la nouvelle loi québécoise en 2008. D'autre part, un représentant belge me confiait récemment que la Communauté économique européenne faisait circuler notre refonte législative auprès de leurs membres, témoignant de l'efficacité de notre réponse aux problèmes vécus dans plusieurs pays à ce chapitre.

Quels sont les principaux défis en matière de contrats publics ?

Le premier, poursuivre et augmenter les programmes de formation auprès de tous les intervenants concernés par les contrats publics. Si jamais le réseau municipal se greffait aux trois autres réseaux, des équipes spéciales devraient être formées pour être en mesure d'atteindre tous les intervenants concernés.

Le deuxième défi concerne les comités de sélection. Depuis quelque temps, nous entendons plusieurs dirigeants d'organismes ou de Villes se plaindre de l'adjudication du contrat au plus bas soumissionnaire conforme. Je n'ai pas d'objection à remettre en question ce principe mais présentement, je ne serais pas ouvert à un tel changement tant que la façon de noter dans les comités de sélection ne sera pas modifiée, objectif que je n'ai malheureusement pu réaliser, l'âge m'ayant aujourd'hui rattrapé et la retraite étant bien engagée.

J'ai tout de même confiance que ce défi sera brillamment surmonté par les universitaires et que la méthode d'évaluation des soumissions sera revue et modifiée en fonction d'une méthode basée sur des choix « multicritères » plutôt que sur la règle prépondérante du plus bas soumissionnaire. Le « multicritères » a d'ailleurs servi à évaluer des soumissions dans le cadre de l'appel d'offres lancé pour la construction de wagons du métro de Montréal. Pour un tel projet, j'admets difficilement que le critère principal soit le prix. Pour un projet d'une telle envergure, la règle du plus bas soumissionnaire ne tient pas la route. Un fournisseur qui obtiendrait le contrat parce qu'il est 100\$ moins cher que son plus proche rival ne peut, à mon avis, remporter la donne si ce seul critère représente l'élément clé de sa sélection. Clairement, on ne peut pas accorder un contrat du genre sans évaluer plusieurs autres critères.

Un comité de sélection aide à faire un choix éclairé. Mais cela exige un certain travail, notamment des connaissances aiguisées dans un champ de pratique. En ce sens, les comités de sélection vont évoluer. Les soumissions devront être évaluées selon des méthodes de choix multicritères. Une petite révolution qui proviendra des universités. On y enseigne déjà ce mode embryonnaire d'évaluation, le jugeant à terme plus juste et raffiné. Or, des universitaires travaillent actuellement à simplifier cette méthode de calcul de points pour la rendre à la portée des non initiés.

Des professeurs de l'Université Laval et de l'Université de Montréal s'intéressent beaucoup au développement de cette méthode. Des étudiants apprendront bientôt de ces maisons d'enseignement supérieur et seront en mesure de combler cette lacune dans le mode d'évaluation. J'aurais aimé avoir eu, si j'étais plus jeune, encore un peu de temps à offrir au Secrétariat du Conseil du trésor pour confier à une équipe le mandat de mettre sur pied un tel type d'évaluation, et de m'allier du même coup à une université reconnue pour faire progresser le « multicritères » auquel je crois. En fait, je considère que le jour où un pays passera par là, il aura définitivement une longueur d'avance sur le reste du monde dans le domaine de l'octroi de contrats publics. ■

**M. Guy Coulombe, ce grand serviteur de l'État, est décédé le 23 juin 2011.*

LE TOUT PREMIER ENCADREMENT : LA COMMISSION SALVAS

La commission royale d'enquête sur l'administration de l'Union nationale, mieux connue sous le nom de Commission Salvas, est une commission royale d'enquête instituée au Québec par le gouvernement de Jean Lesage, le 5 octobre 1960, peut-on lire dans l'encyclopédie libre en ligne Wikipédia. La commission a été instituée afin de déterminer si des allégations de corruption et de favoritisme s'étaient effectivement produites sous le gouvernement de Maurice Duplessis, au pouvoir de 1944 à 1960.

Les auteurs de l'exposé rapportent qu'une fois élu, « porté au pouvoir par un message de changement et d'assainissement des mœurs politiques au Québec, le nouveau gouvernement Libéral de Jean Lesage ne perd pas de temps. À peine au pouvoir depuis trois mois, il forme, le 5 octobre 1960, une commission royale d'enquête sur l'administration de l'Union nationale. Présidée par le juge Élie Salvas, de la Cour supérieure du Québec, la commission reçoit le mandat de faire une enquête sur la corruption et le favoritisme qui avaient eu cours au gouvernement sous le régime duplessiste, y compris les agissements des proches de l'ancien premier ministre dans le scandale du gaz naturel.

Après deux ans d'enquête, le juge remet un premier rapport, le 1^{er} août 1962, ainsi qu'un rapport final en janvier 1963. La commission y conclut que les pratiques d'achat du gouvernement Duplessis avaient servi à financer une caisse électorale occulte, utilisée par les organisateurs de l'Union nationale pour rémunérer les services rendus au Parti dans les différentes régions du Québec.

FLASH 25 ANS

1988

Sous-traitance dans les secteurs publics et parapublics

La Fédération de la construction du Québec ainsi que cinq autres associations patronales (ACMQ, ACRGTQ, APHQ, CMEQ, CMMTQ et FCQ) demandent au gouvernement que tous les organismes para et péri-publics et toutes autres instances, qu'ils soient provinciaux ou municipaux, soient tenus, quant à tous travaux de construction, de lancer des appels d'offres publics générateurs de concurrence entre le plus grand nombre possible de soumissionnaires qualifiés provenant de l'entreprise privée.

Source : *Construire*, vol. 2, no 6, décembre 1987- janvier 1988.

1992

Création de la Régie du bâtiment

La Régie du bâtiment du Québec débutait ses opérations le 1^{er} février 1992. Il s'agit d'une corporation administrée par un Conseil d'administration de cinq membres nommés par le gouvernement et de deux membres provenant des cinq associations d'entrepreneurs de construction. La Régie est aussi dotée d'un comité consultatif qui est formé de 16 membres. La majorité de ces membres proviennent d'associations ou de corporations d'entrepreneurs.

Source : *Construire*, vol. 7, no 3, juin-juillet 1992.

1993

Santé et sécurité – les accidents diminuent, les coûts augmentent

Avec un déficit frôlant le 1,4 milliard de dollars, la CSST prône la prévention. Compte tenu que les entreprises subissent des taux de cotisation déjà élevés et que la CSST éprouve des besoins financiers grandissants, la situation devient inquiétante pour les entrepreneurs.

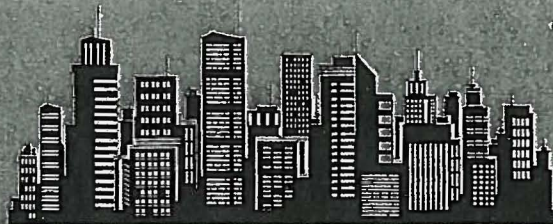
Source : *Construire*, vol. 8, no 2, avril-mai 1993.

1994

Réforme du Code civil

Entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1994, la réforme du Code civil a apporté des changements importants aux règles concernant le domaine de la construction. Afin de guider les entrepreneurs dans la solution des problèmes qu'engendrera cette mise en application, le législateur a adopté la Loi sur l'application de la réforme du Code civil. Plusieurs de ces règles transitoires s'appliquent aux conventions, aux contrats en général, alors que certaines sont spécifiques aux conventions d'entreprises, aux louages de services, aux ventes au cautionnement, lesquels sont plus susceptibles d'intéresser les entrepreneurs.

Source : *Construire*, vol. 8, no 4, août-septembre 1993.



CONSTRUIRE

NOTRE INDUSTRIE!
SON MAGAZINE!

1 x 

Un outil indispensable!

6 x 

Six numéros par année!

63 000 x 

Plus de 63 000 lecteurs!



ASSOCIATION
DE LA CONSTRUCTION
DU QUÉBEC

FLASH 25 ANS

1995

Adoption de la Loi sur la formation professionnelle

Le gouvernement québécois adopte la Loi 90 sur la formation professionnelle. Cette loi rend obligatoire une contribution de 1% à la formation de la main-d'œuvre pour les entreprises dont la masse salariale dépasse le quart de million, à défaut de quoi elles devront verser une contribution financière à un fonds national de soutien aux activités de formation. Les autres entreprises s'y soumettront graduellement au cours des deux années suivantes.

Sources : *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, *Construire*, vol. 10, no 5, octobre-novembre 1995.

1996

Dégel du Fonds de formation

Le 19 novembre 1996, la Cour supérieure a accueilli favorablement la requête de l'ACQ qui modifie l'ordonnance de sauvegarde émise sur le Fonds de formation de l'industrie de la construction en novembre 1993. Ainsi, toutes les sommes versées à ce fonds depuis le 15 décembre 1995 sont disponibles à la formation des travailleurs de l'industrie de la construction.

Source : *Construire*, vol. 11, no 6, décembre 1996-janvier 1997.

1996 - 2000

Définition des métiers

- > Production du rapport Gaul dont le mandat consistait à revoir la définition des métiers.
- > De nombreuses propositions de travail ont été soumises par la Commission de la construction du Québec aux différents intervenants dans ce dossier. Toutes les recommandations seront rejetées rendant le rapport Gaul caduc.

1997

Signature des conventions collectives IC/I

Grande première en ce 27 avril 1997 : la signature des conventions collectives du secteur institutionnel/commercial et du secteur industriel met un point final à 17 ans de Décret. Cette entente syndicale-patronale marque un virage historique dans l'industrie de la construction. «Cet événement est d'ores et déjà le symbole de la nouvelle dynamique qui caractérise maintenant les relations du travail dans l'industrie de la construction au Québec.»

Source : *Construire*, vol. 12, no 2, avril-mai 1997.

Fonds de formation

- > Libérés des recours juridiques, ils peuvent soutenir financièrement les salariés participant à des activités de formation reconnues par les sous-comités professionnels.
- > De 1997 à 2011 : 140 000 participants ont suivi des activités de formation.
- > Des agents de formation, à l'emploi des associations patronales et syndicales, contribuent à l'organisation des activités de formation, tant en milieu scolaire qu'en entreprise.

1998

Dossier sur la machinerie de production

Refus du gouvernement provincial de donner suite à la requête des parties patronales et syndicales concernant la réintégration des travaux relatifs à la machinerie de production dans la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (Loi R-20).

Source : *Construire*, vol. 12, no 6, décembre 1997-janvier 1998.

1999

Plan de garantie du gouvernement obligatoire pour les entrepreneurs

À partir du 1^{er} janvier 1999, les entrepreneurs devront obligatoirement être accrédités au nouveau Plan de garantie gouvernemental pour pouvoir continuer à construire des bâtiments résidentiels neufs.

Source : *Construire*, vol. 13, no 4, août-septembre 1998.

2000

Étude prospective sur l'industrie de la construction

En avril 2000, l'ACQ donnait pour mandat à la firme SECOR de préparer une étude prospective sur l'industrie de la construction. Les résultats de cette étude ont été révélés lors de l'Assemblée générale annuelle en septembre 2000. Les principaux résultats : une conjoncture plus favorable sur le plan de la demande, des clients plus exigeants, un processus de construction plus complexe, des tensions sur le plan des ressources humaines, des développements potentiels du côté des matériaux et composantes, une redéfinition du rôle des entrepreneurs en construction et la capacité d'ajustement de l'industrie et des entrepreneurs.

Source : *Construire*, vol. 15, no 5, octobre-novembre-décembre 2000.